

imposables dans l'État membre de résidence de ces derniers. Conformément audit article 7, paragraphe 4, de telles clauses sont nulles de plein droit. L'article 45 TFUE ainsi que les dispositions du règlement n° 1612/68 laissent aux États membres ou aux partenaires sociaux la liberté de choisir parmi les différentes solutions propres à réaliser l'objectif visé par ces dispositions respectives.

(¹) JO C 226 du 30.07.2011

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 28 juin 2012 — XXXLutz Marken GmbH/Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles), Natura Selection, SL

(Affaire C-306/11 P) (¹)

[*Pourvoi — Marque communautaire — Règlement (CE) n° 40/94 — Marque figurative Linea Natura Natur hat immer Stil — Opposition du titulaire de la marque figurative communautaire natura selection — Motifs relatifs de refus — Risque de confusion*]

(2012/C 258/10)

Langue de procédure: l'allemand

Parties

Partie requérante: XXXLutz Marken GmbH (représentant: H. Pannen, Rechtsanwalt)

Autres parties à la procédure: Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (représentant: K. Klüpfel, agent), Natura Selection, SL

Objet

Pourvoi formé contre l'arrêt du Tribunal (sixième chambre) du 24 mars 2011, XXXLutz Marken/OHMI — Natura Selection (Linea Natura Natur hat immer Stil) (T-54/09) rejetant le recours formé contre la décision de la deuxième chambre de recours de l'OHMI du 28 novembre 2008 (affaire R 1787/2007-2), relative à la procédure d'opposition entre Natura Selection, SL et XXXLutz Marken GmbH — Risque de confusion entre les signes figuratifs «natura selection» et «Linea Natura Natur hat immer Stil» — Appréciation erronée de la similitude de ces signes — Violation de l'art. 8, par. 1, sous b), du règlement (CE) n° 40/94

Dispositif

- 1) Le pourvoi est rejeté.
- 2) XXXLutz Marken GmbH est condamnée aux dépens.

(¹) JO C 238 du 13.08.2011

Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 28 juin 2012 (demande de décision préjudicielle du Korkein oikeus — Finlande) — Exécution d'un mandat d'arrêt européen émis à l'encontre de Melvin West

(Affaire C-192/12 PPU) (¹)

(*Coopération policière et judiciaire en matière pénale — Décision-cadre 2002/584/JAI — Mandat d'arrêt européen et procédures de remise entre États membres — Mandat d'arrêt européen délivré aux fins d'exécution d'une peine privative de liberté — Article 28 — Remise ultérieure — «Chaîne» de mandats d'arrêt européens — Exécution d'un troisième mandat d'arrêt européen à l'encontre de la même personne — Notion d'«État membre d'exécution» — Consentement à la remise — Procédure préjudicielle d'urgence*)

(2012/C 258/11)

Langue de procédure: le finnois

Juridiction de renvoi

Korkein oikeus

Parties dans la procédure au principal

Melvin West

Objet

Demande de décision préjudicielle — Korkein oikeus — Interprétation de l'art. 28, par. 2, de la Décision-Cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre les États membres — Mandat d'arrêt pour l'exécution d'une peine privative de liberté — Notion de «l'État membre de l'exécution» dans une situation de remise ultérieure — Ressortissant d'un État membre A ayant été remis par cet État membre à un État membre B en vue de l'exécution d'une peine d'emprisonnement, puis remis, à la fin de cette peine, par l'État membre B à un État membre C, en vue de l'exécution dans cet État d'une peine d'emprisonnement — Demande d'un État membre D adressée à l'État membre C, en vertu d'un mandat d'arrêt, visant à faire remettre la personne en question à l'État membre D en vue de l'exécution d'une peine d'emprisonnement

Dispositif

L'article 28, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, telle que modifiée par la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil, du 26 février 2009, doit être interprété en ce sens que, lorsqu'une personne a fait l'objet de plus d'une remise entre États membres en vertu de mandats d'arrêt européens successifs, la remise ultérieure de cette personne à un État membre autre que l'État membre l'ayant remise en dernier lieu est subordonnée au consentement du seul État membre ayant procédé à cette dernière remise.

(¹) JO C 184 du 23.06.2012